

Convention collective

IDCC : 9631. – **EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
(PUY-DE-DÔME)**

AVENANT N° 77 DU 20 DÉCEMBRE 2005 (1)

NOR : *AGRS0697089M*

IDCC : *9631*

Entre :

Le syndicat des horticulteurs, fleuristes et pépiniéristes ;
Le syndicat des maraîchers ;
Le syndicat des entrepreneurs de travaux agricoles et ruraux ;
L'union départementale des syndicats d'exploitants agricoles ;
La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ;
La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats CFDT ;
La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de l'agriculture CFTC ;
L'union départementale CFE-CGC ;
La fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

A l'article 40 « Travail de nuit », l'alinéa 4 est remplacé par les dispositions suivantes : « Les heures effectuées exceptionnellement de nuit entre 21 heures et 6 heures dans une activité non prévisible ou une période non programmée dans l'horaire habituel du salarié, sont majorées de 100 %, sans cumul avec les heures supplémentaires. »

Aux 2 derniers alinéas, les termes : « 22 heures et 5 heures » sont remplacés par « 21 heures et 6 heures ».

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Article 2

Le titre de l'article 48 « Congés exceptionnels » est remplacé par « Congés pour événements familiaux ».

Au *a* de l'article 48, il est rajouté un nouveau tiret, après les 2 premiers : « – naissance survenue à son foyer ou pour l'arrivée d'un enfant placé en vue de son adoption : 3 jours ».

Les 3 derniers alinéas du *a* de l'article 48 sont remplacés par les dispositions suivantes : « Ces congés sont accordés quelle que soit l'ancienneté dans l'exploitation ou l'entreprise. Ces jours d'absence exceptionnelle doivent être pris au moment des événements en cause et n'entraînent pas de réduction de la rémunération. Ils sont assimilés à des jours de travail effectif pour la détermination de la durée du congé annuel et des heures supplémentaires. »

Article 3

Le présent avenant dont les parties signataires demandent l'extension prendra effet à la date de publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension.

Fait à Lempdes, le 20 décembre 2005.

(Suivent les signatures.)